

## LE BACCALAURÉAT

## Entre le diplôme «taiwan» et le vrai diplôme

**De façon récurrente depuis 2008, des lycéens s'invitent à la grève en prenant le relais de leurs enseignants pour allonger le nombre des heures de cours perdues. Sans justifier leur comportement, on doit les comprendre. Ils sont à un âge où ils ont besoin d'être écoutés et surtout d'écouter. Cette soif de communiquer est caractéristique de cet âge. Elle a aussi comme vertu d'évacuer – tout au moins d'atténuer – l'angoisse qui les tenaille face à l'échéance du baccalauréat. Tant que ces manifestations émanent de leur propre chef, de façon spontanée, leur expression révèle un signe de bonne santé.**

Avec en toile de fond les dégâts occasionnés par la grève de leurs enseignants, ils se sont exprimés et ont lancé leur message. Ils ont été entendus et la réponse à leurs doléances a été à la hauteur de leurs espoirs. Malgré des dérapages condamnables, ils auront à terminer l'année scolaire dans la sérénité et la concentration néces-

saires à une bonne préparation aux examens officiels. En donnant la responsabilité aux conseils d'enseignement (des enseignants) élargis aux délégués des élèves et des représentants des parents d'élèves, le ministère a pris le choix, judicieux, d'une solution au cas par cas. Le plan de récupération des heures perdues sera élaboré en fonction des spécificités de chaque classe. Il faudrait peut-être rappeler que la grève n'a pas touché tous les établissements du pays. Et dans un établissement, voire dans la même classe, il y a des élèves qui ne connaissent pas de retard alors que d'autres ont été victimes des arrêts de cours des grévistes. Maintenant, faisons preuve de discernement et tirons les leçons de ce cycle infernal qui joue à la «danse du scalp» (celui de l'élève). En effet, l'action combinée du couple «grèves et *aâtaba* (le seuil)» a des conséquences nocives, pas seulement pour l'élève mais aussi pour l'école algérienne.

**«El aâtaba» : un virus**

Les critiques, positives pour certains et négatives pour d'autres, sur l'encyclopédisme ou enflure des programmes scolaires – tous cycles confondus – sont recevables à plus d'un titre. Qui a tort et qui a raison ? Cette question, il faut bien la trancher un jour avec les vrais spécialistes, selon un timing opportun et dans des conditions sereines. La précipitation est mauvaise conseillère ; surtout quand elle survient sous la menace.

Toutefois, en pédagogie scolaire, il y a un principe incontournable à respecter : celui des pré-requis, véritable cahier des charges – à assimiler par l'élève pour qu'il puisse accéder sans dommage au cycle supérieur. Il s'agit d'un volume de connaissances ou de compétences préétabli par la tutelle via la Commission nationale des programmes. Il est normal que des pré-requis soient instaurés, question de bons sens. Un élève qui n'a pas la maîtrise du graphisme de son nom au bout de la 2<sup>e</sup> AP (année primaire) ne pourra pas s'adapter

aux exigences de la 3<sup>e</sup> AP. L'y faire admettre équivaut à l'envoyer dans les filets de l'échec scolaire. Nous avons pris l'exemple de la graphie du nom de l'élève comme on aurait pu prendre celui de la reconnaissance des chiffres (graphisme et sens) ou d'un théorème de maths ou une loi de physique pour les autres cycles d'enseignement. C'est dire l'enjeu stratégique des pré-requis dans la matérialisation de tout contrat didactique ! Etant en fin de scolarité, cet enjeu vital est encore plus visible, plus crucial et décisif pour le candidat au baccalauréat. C'est avec un baccalauréat amputé d'une grande partie des programmes que les bacheliers de 2008 (date de création de la «*aâtaba*») et des années suivantes ont accédé à l'université. Résultats des

courses : l'université algérienne enregistre, depuis, des taux effarants de redoublements en première année. Muni d'un diplôme amoindri, les nouveaux étudiants ont eu les pires difficultés à suivre leur cursus universitaire, et ce, dès la première année. La majorité écrasante redouble alors que certains décrochent complètement et quittent l'université pour incapacité à s'adapter aux exigences des études. Un autre rappel fort instructif. Au lendemain d'un examen du bac soumis à la «*aâtaba* (seuil)» – c'était en 2008 – une grande école militaire (à Soumaâ, wilaya de Blida) a lancé un concours de recrutement pour les nouveaux bacheliers mathématiques et sciences. Ne pouvaient s'inscrire au concours que ceux ayant décroché leur baccalauréat avec plus de 15/20 de moyenne.

De tous les postulants, pourtant auréolés

d'une mention, aucun n'a réussi. La raison ? Les épreuves portaient sur des leçons de fin de programme 3<sup>e</sup> AS lesquelles leçons sont les plus difficiles. Malheureusement, ces leçons importantes et décisives ont été effacées par la «*aâtaba*» de triste mémoire. Faut-il rappeler et rafraîchir les mémoires que cette

**Le business des cours payants avec ses réseaux et ses pratiques maffieuses («tu viens à mes cours ou tu coules») constituent une plaie non seulement pour nos enfants (tous cycles confondus) mais aussi pour l'avenir du pays. Des pratiques immorales qui font le lit de la corruption en habituant nos enfants à la toute-puissance de l'argent sale. Qui dit que derrière les rideaux de cette demande de la «aâtaba» ne se cachent pas des «en...saignants»/commerçants ?**

funeste «*aâtaba*» a été imposée par les revendications bruyantes, conséquence directe des grèves perlées observées par les enseignants ? Cet échec monumental à ce prestigieux concours fera dire à un candidat malheureux : «Notre baccalauréat est un diplôme «taiwan». Il résonne du bruit de la casserole de la *aâtaba*». Il a vu juste le bougre. L'échec de ces bacheliers «avec mention» s'explique tout simplement par le fait qu'ils n'ont pas engrangé le volume de connaissances (de leçons bien expliquées) requis pour des études supérieures. Intelligents et motivés qu'ils étaient, ils auraient réussi sans cette «*aâtaba*» de malheur.

Ces échecs à des concours importants, ces redoublements en première année d'université et ces décrochements enregistrés depuis des années guettent toujours nos bacheliers. Et cela durera tant que dureront ces grèves à répétition. Et de poser la question qui fâche certains – ceux qui ne voient que le parchemin d'accès à l'université : entre un diplôme du bac amoindri d'une partie des programmes et une année de terminale pleine, avec un maximum de leçons bien expliquées – que doit choisir l'élève ? Pour celui soucieux d'une bonne formation de base et

d'un avenir prometteur dans ses études universitaires, la réponse coule de source. Entre un diplôme «taiwan» et un vrai diplôme, il n'y a pas photo comme ils disent. Cependant, pour certaines familles, diplôme «taiwan» ou bac avec une moyenne de 10/20, qu'importe. L'essentiel est de faire la fête, se valoriser devant les voisins. On ne peut occulter un aspect psychosociologique : dans la mémoire collective des familles algériennes, le bac reste collé à la réussite de l'élite bourgeoise coloniale. Se l'approprier équivaut à vivre par procuration (les parents) ce statut, symbole de puissance et d'aura sociale. Frantz Fanon a tout dit à ce sujet. Cette représentation tenace, propre au système scolaire français des deux siècles précédents, est vainement combattue depuis des décennies par tous les ministres qui se sont succédé à la rue de Grenelle (ministère français de l'Education nationale). Et selon moult sondages, ce sont les parents issus de milieux défavorisés qui s'opposent à une totale réforme de l'accès à l'université. Comprendre supprimer le bac et le remplacer par le modèle anglo-saxon de contrôle continu, plus démocratique et plus efficace. Ce modèle coupe l'herbe sous les pieds des adeptes du bachotage, les commerçants des cours payants en premier.

**L'ombre des «en...saignants»/commerçants**

Concernant les conditions d'encadrement d'une efficace préparation aux examens, rien ne vaut la bonne recette des révisions en groupe, avec ou sans l'aide de l'enseignant. La sagesse pédagogique veut qu'«en période de révision, l'élève est le meilleur enseignant d'un autre élève».

De la sorte, il est urgent de réhabiliter ces travaux ou ces études en groupes après les heures de cours ou les jours de vacances et les week-ends afin d'amener nos élèves à se prendre en charge eux-mêmes et à s'affranchir de cette habitude néfaste des cours payants. Une mauvaise habitude qui les contraint au statut d'éternels assistés, sans esprit de responsabilité, ni d'autonomie. Le business des cours payants avec ses réseaux et ses pratiques maffieuses («tu viens à mes cours ou tu coules») constituent une plaie non seulement pour nos enfants (tous cycles confondus) mais aussi pour l'avenir du pays. Des pratiques immorales qui font le lit de la corruption en habituant nos enfants à la toute-

puissance de l'argent sale. Qui dit que derrière les rideaux de cette demande de la «*aâtaba*» ne se cachent pas des «en...saignants»/commerçants ? Cette «*aâtaba*» précoce, dès fin avril/début mai est le prolongement logique d'un phénomène qui a pris racine dans les grandes villes, notamment Alger, dès le début des années 1990. Ce sont les «en...saignants»/commerçants, promoteurs

**Comment ignorer la perspective très proche de l'avènement des universités privées en concurrence avec celles publiques ? Ainsi, cette vieillerie, l'examen du baccalauréat date de 1806 sous Napoléon, n'aura plus sa raison d'être. Elle laissera place à un certificat de fin d'études secondaires qui deviendra le passeport pour passer un concours d'entrée à l'université de son choix et non pas y accéder directement comme c'est le cas actuellement.**

de ce phénomène, qui ont poussé, directement ou indirectement, les élèves à la revendication de cette «*aâtaba*».

En quoi consiste ce phénomène devenu un fait de société, une pratique sociale. Au départ, des élèves de terminale des grandes villes – ceux qui peuvent acheter «en gros» des cours payants – prennent leurs vacances

**Par Ahmed Tessa (pédagogue)**  
**ahmtessa@yahoo.fr**

vers la fin du mois d'avril/début mai. Ils ne reviennent au lycée que pour le bac blanc – et encore sans assister à sa correction – et pour prendre leur convocation du bac. Des lycées désertés plus de trente jours avant la date de l'examen, sans avoir bouclé le programme. C'est là, depuis plus de vingt ans, la triste réalité qui prévaut dans la majorité de nos lycées – et bientôt des collèges et écoles primaires. Inimaginable sous d'autres cieux ! En achetant le savoir dont la gratuité leur est assurée par la Constitution, nos enfants se retrouvent pris en otages. Nous devons les libérer de ce fléau, et libérer ainsi leur énergie créatrice qu'ils mettront au service de leurs études et plus tard du pays. Cette libération passe par l'éradication du business des cours de soutien payants. Une solution finale qui implique une refonte des mœurs scolaires, une mise à plat des dossiers de l'école ouverts jusque-là et, bien sûr, l'implication d'autres institutions du pays (fisc, Travail, police). Ce détour par le business des cours de soutien, nous amène à inviter nos élèves à revisiter les bonnes habitudes de leurs parents et grands-parents et qui ont donné leurs preuves. Elles sont toujours d'actualité : profiter de l'ouverture des établissements scolaires en dehors des horaires de cours, pour s'adonner à une préparation libre, continue et collaborative (entre camarades de classe). C'est là un remède à cette angoisse devant le spectre de l'échec.

En mutualisant leurs efforts, les élèves constituant le groupe de travail pourront combler leurs carences dans telle ou telle thématique. Ainsi, se crée un climat de confiance et de sécurité qui les autorise à entrevoir avec sérénité l'horizon de l'échéance du bac ou du BEM. En attendant que le système d'évaluation soit revu et modernisé comme c'est le cas dans beaucoup de pays, notre pays risque de connaître de nouveaux déboires à chaque échéance du bac. La vision prospective est de mise si l'on veut éviter des lendemains qui déchantent. Comment ignorer la perspective très proche

de l'avènement des universités privées en concurrence avec celles publiques. Ainsi, cette vieillerie, l'examen du baccalauréat date de 1806 sous Napoléon, n'aura plus sa raison d'être. Elle laissera place à un certificat de fin d'études secondaires qui deviendra le passeport pour passer un concours d'entrée à l'université de son choix et non pas accéder directement comme c'est le cas actuellement. Ainsi, la compétition sera rude entre les postulants mais aussi entre les universités. Ces dernières feront leur possible pour gagner en notoriété et ne recruteront pas d'enseignants à la légère ou sur des critères claniques ou idéologiques.

La compétence et le professionnalisme remplaceront le laxisme et la complaisance dans les délivrances de diplômes universitaires. L'accès à ce type d'université (privée ou publique) se fera sur la base de pré-requis rigoureux. Et là exit le fameux seuil – la «*aâtaba*» ! En conclusion, les candidats au bac session 2014 auront eu plus de peur que de mal.

Cette grève des enseignants est de loin

moins longue que celle des années précédentes qui dépassaient largement les 4 semaines, pour atteindre 8 et 10 semaines. Espérons que des oreilles attentives et des cœurs sensibles se manifesteront à l'avenir pour préserver ce que les éducateurs ont de plus cher : l'intérêt de l'élève et son besoin d'épanouissement.

A. T.